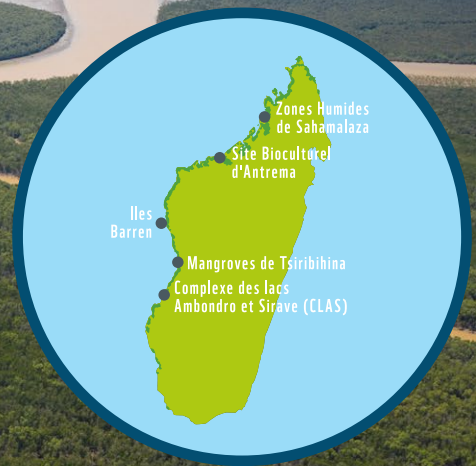


MADAGASCAR

NOTE DE POLITIQUE

PROMOUVOIR LA VALEUR DES MANGROVES EN VUE DE RENFORCER SA CONSERVATION DURABLE

Mars 2021



© Nick Riley / WWF-Madagascar

La superficie des mangroves à Madagascar représente environ deux pourcent des mangroves du monde, ce qui place le pays au deuxième rang pour la superficie globale des mangroves dans la région Océan Indien Occidental (OIO). Il a été reconnu que les écosystèmes de mangrove fournissent une large gamme de services écosystémiques, tels que l'habitat primaire de nurserie pour diverses espèces de poissons, d'oiseaux et de mammifères marins, y compris la protection des communautés côtières contre l'érosion côtière et les dommages causés par les tempêtes et autres risques naturels. Malgré les efforts de conservation des mangroves et du sol au niveau national, la dégradation se poursuit. À ce jour, environ 20 % des mangroves ont été déboisées pour le bois, le charbon de bois et l'expansion agricole.

Suite à ce constat, l'approche de conservation des mangroves a évolué à Madagascar. Le tout premier atelier national qui s'est tenu en 2019, a contribué à attirer l'attention des décideurs politiques, des ONG internationales ainsi que d'autres acteurs clés à Madagascar. Cela a conduit à l'élaboration de la stratégie nationale sur les mangroves.

I. Avantages des rôles socio-économiques des mangroves

Les mangroves fournissent des services nécessaires au bien-être humain. A Madagascar, les valeurs économiques totales (VET) fournies par les mangroves sont estimées à environ 82 627 833 USD par an avec une moyenne par hectare d'environ 578 USD par an. La valeur économique estimée pour chaque service écosystémique par an se trouve dans le tableau ci-dessous.

Graphique circulaire : La valeur économique des mangroves pour chaque service dans le scénario du statu quo.

- Valeur estimée des services d'approvisionnement : 38 088 494 USD
- Valeur estimée des services de régulation : 36 093 750 USD
- Valeur estimée des services culturels : 8 066 503 USD
- Valeur estimée des services de soutien : 379 087 USD.



An initiative by:



Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement celles de l'IUCN, WWF, Wetlands International ou BMZ. Le présent document d'orientation a été élaboré sur la base d'une étude approfondie basée sur des enquêtes sur le terrain, les rapports d'études et résultats scientifiques menés à Madagascar et dans d'autres pays. Il fait partie des efforts de l'initiative Save our Mangroves Now! pour diffuser les meilleures pratiques en matière de gestion et de gouvernance des mangroves dans la région de l'océan Indien occidental.

Tableau I : Valeur économique détaillée des mangroves dans le scénario du statu quo

Fonctions	Services écotémiques	Surface 2018 (ha)	Valeur annuelle (\$)	Valeur \$/ha/an
I. Approvisionnement				
Produits Forestiers Non ligneux (PFNL)	Crabes	218 750	16 540 000	75,61
	Crevettes	281 750	19 682 600	69,86
	Miel	218 750	26 539	0,12
	Soie sauvage	281 750	747 149	2,65
Matériaux en bois	Bois de construction, d'oeuvre et de service (COS)	2 998	179 880	60
	Charbon	6 991	912 326	131
2. Régulation				
	Carbon	218 750	36 093 750	165
	Protection de littoral	281 750	Non disponible	Non disponible
3. Soutien				
	Maintien de la biodiversité	281 750	8 066 503	29
4. Culturel				
	Ecotourisme	8 277	379 087	46
			82 627 833	578,17

2. Gouvernance des mangroves

Différents modes de gestion des mangroves ont été identifiés à Madagascar, notamment les aires protégées selon les types de catégories de gestion de l’UICN, la gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) et la réglementation de l’accès aux mangroves par les départements forestiers gérés par l’État. Les deux premiers modes de gestion représentent respectivement 29,91% et 25,53% de la couverture globale des mangroves. Cette gestion n’est pas exclusive dans l’espace, notamment pour les aires protégées de catégorie V et VI et la gestion communautaire qui occasionne des chevauchements. La gouvernance efficace des mangroves doit être soutenue par une bonne coordination des mécanismes entre les ministères et les politiques d’intégration au niveau national et les réalités locales, ainsi que par une réglementation harmonisée.

3. Défis autour des mangroves

Les menaces pesant sur les mangroves à Madagascar proviennent de différentes sources, notamment économiques (énergie de la biomasse, élevage de crevettes, pratiques agricoles, production de sel), sociales (établissements humains, migration), environnementales (conséquences liées au climat) ainsi qu’institutionnelles.



© Nick Riley / WWF-Madagascar



Défis économiques, sociaux et environnementaux

Location	Zone de mangroves touchées	Principales causes de dégradation
Nosy-Be, Mahajanga et Morondava	1 267,77 Ha (annuel)	Déforestation liée aux besoins énergétiques en bois utilisés pour la cuisson, la construction
Mitsinjo, Port-Bergé et Analalava	12 845 Ha	Pratiques agricoles, en particulier riziculture sans polders, combinant rivière et marée
Mahajanga II et Ambanja	6 143 Ha	Déforestation liée aux pratiques agricoles
Baie de Baly	600 Ha	Conversion de forêts de mangroves en étangs de reproduction pour l'élevage de crevettes
Belo sur Tsiribihina	Données non disponibles	Les pêcheurs à pied utilisent des hameçons et creusent de grands trous sous les mangroves pour chasser le crabe dans leurs nids. Les pêcheurs à pied utilisent des hameçons et creusent de grands trous sous les mangroves à environ 51% de la population (Young progress , 2018)
Baie d'Ambaro, Mahajanga and Morondava	1% de la surface de mangroves	Stimulé par l'urbanisation, l'afflux élevé de populations côtières en croissance conduit à l'expansion d'infrastructures telles que la route, sites de mangroves.
Diégo-Suarez	Données non disponibles	Bien que limité, les impacts de la production de sel ont été enregistrés.
Andilamoko, Anjiabe	Données non disponibles	L'élévation du niveau de la mer entraîne la mort des plantes sur les marges des mangroves au large ainsi que des changements dans la composition des espèces, ce qui conduit finalement à une réduction de la productivité et des services écosystémiques. Par exemple, la diminution de la période de pêche entraîne la diminution du prix des produits de la pêche, impactant le revenu des ménages.
Tsiribihina, Mangoky Delta	Données non disponibles	Les cyclones et le vent entraînent la disparition des mangroves en raison de l'activité des vagues qui peuvent déraciner les arbres et casser les branches ainsi que défolier la canopée
MPA Nosy Hara, Ambodivahibe	Données non disponibles	L'érosion des terres liée aux fréquents feux de brousse et à la déforestation conduisant à l'extension du dos de sable des mangroves
Manambolo-Tsiribihina, Kirindy-Mitea, Menabe-Antimena	Données non disponibles	L'augmentation des taux de migration vers les zones côtières menace les mangroves, car on observe une augmentation de la demande de bois et de ressources halieutiques.

Défis institutionnels

La conservation des mangroves à Madagascar fait face à une variété de défis institutionnels. Un mécanisme de coordination inefficace a été observé entre les instituts de recherche et les différents organismes de réglementation de la pêche et des forêts. Le manque de financement ou la mauvaise allocation des fonds pour la gestion intégrée des zones côtières et marines de Madagascar, y compris les mangroves, ont entraîné un manque de soutien en termes de matériels, de finances ainsi que de coordination locale des activités à tous les niveaux.

Défis juridiques

La loi n°96-025 relative à la gestion locale des ressources naturelles renouvelables afin d'aborder les questions primordiales sur la gouvernance des mangroves ne répond plus au contexte en constante évolution tant au niveau local que national.



4. Recommandations pour les décideurs politiques

CADRE INSTITUTIONNEL

Mettre en place un cadre institutionnel qui assure le financement de toutes les structures impliquées dans la gouvernance des mangroves à tous les niveaux pour les frais de gestion, le contrôle et le suivi, les activités de terrain telles que la restauration des ressources et la promotion des activités génératrices de revenus pour réduire la dépendance aux

ressources de mangrove. La source de financement provient des droits de licence collectés à partir de la valorisation des mangroves dans les secteurs de la pêche et de la forêt pour financer les actions des acteurs impliqués dans la gestion durable des mangroves et l'établissement et la mise en œuvre d'un mécanisme de partage équitable des bénéfices.

CADRE LÉGAL

Réviser la loi 96-025 existante relative à la gestion locale des ressources naturelles renouvelables afin de traiter les questions primordiales sur la gouvernance des mangroves. Cette révision devrait favoriser une large participation locale, l'alignement de la réglementation traditionnelle interne sur la réglementation juridique, le renforcement de la collaboration sectorielle entre les ministères, la mise en place de la corporation du nouveau règlement sur les Responsabilités Sociales des Entreprises (RSE).

Réviser le décret existant sur la réglementation de la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) en général afin de prévoir des dispositions claires en ce

qui concerne les mécanismes de coordination entre les autorités locales et les départements ministériels.

Revoir le décret n° 2015629 portant sur la création de la Commission nationale de gestion intégrée des mangroves et le décret n° 2010-137 portant réglementation de la gestion intégrée des zones côtières et marines de Madagascar.

Établir une stratégie améliorée de gouvernance des mangroves en tenant compte de différentes définitions des mangroves et en établissant une base de données cartographiques nationale.

COLLABORATION AVEC LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE

Cette collaboration implique le soutien de différents secteurs. Du point de vue de l'évaluation économique des mangroves, des données fiables et suffisantes aident à la prise de bonnes décisions politiques sur les

mangroves. Comme cela nécessite un investissement substantiel en termes de financement, il convient d'explorer des stratégies de financement innovantes favorisant les entreprises durables.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

WWF Madagascar, 2021. Évaluation du rôle socio-économique des mangroves et de leur cadre de conservation à Madagascar- Rapport de profilage du rôle socio-économique des mangroves, 54 p.

UICN, 2021, Cadres juridique et institutionnel régissant les mangroves au Kenya, en Tanzanie, au Mozambique et à Madagascar, en cours de révision, 7 p.

